

**The Honourable Dato' Sri Mohd Najib bin Haji Tun Abdul Razak**

Office of the Prime Minister of Malaysia  
Blok Utama, Bangunan Perdana Putra  
Pusat Pentadbiran Kerajaan Persekutuan  
62502 Putrajaya  
MALAYSIA

No.Fax: 03-88884333

---

Paris, le 9 April 2009

Monsieur le Premier Ministre,

Reporters sans frontières, organisation internationale de défense de la liberté de la presse, tient à vous féliciter pour votre nomination au poste de Premier ministre de la Fédération de Malaisie.

Nous saluons les premières décisions de votre mandat qui vous ont conduit à libérer 13 personnes détenues en vertu de l'ISA et à lever l'interdiction temporaire des deux organes de presse d'opposition. Ces mesures sont un pas important vers le respect de la liberté d'expression dans votre pays et la garantie des libertés individuelles.

Cependant nous tenons à vous faire part de nos inquiétudes quand à la situation de la liberté de la presse et d'expression en Malaisie.

Nous sommes préoccupés par le danger que représente l'Internal Security Act comme outil politique utilisé pour faire pression sur les activistes et sympathisants de l'opposition. Nous tenons à attirer votre attention plus particulièrement sur la situation des blogueurs et sur les menaces et pressions dont ils sont victimes.

Le 13 décembre 2007, l'avocat et défenseur de la minorité indienne du pays, P. Uthayakumar, a été arrêté en vertu de l'article 8 de la loi sur la sécurité intérieure (Internal Security Act, ISA) après avoir rendu publique sur Internet une lettre à votre homologue britannique Gordon Brown. Les conditions de détention de Uthayakumar sont à l'origine de la détérioration de son état de santé général. Sa libération est aujourd'hui une question de survie. Le Premier ministre britannique, Gordon Brown, nous a confirmé sa détermination à suivre de près la situation de P. Uthayakumar. Aussi, nous espérons que vous envisagerez favorablement la libération de cet avocat.

L'un des blogueurs les plus célèbres de Malaisie, Raja Petra Kamarudin, le rédacteur du site Internet *Malaysia Today* également surnommé "RPK", est sous le coup de multiples procédures judiciaires, notamment pour "sédition" et "diffamation criminelle". En outre, sa liberté est menacée par l'appel du gouvernement de la décision de libération du 7 novembre par la cour de Shah Alam. Permettez-nous de vous rappeler que RPK a déjà effectué 56 jours de prison en vertu

de la loi sur la sécurité intérieure. Cet acharnement juridique est une violation de ses droits fondamentaux relatifs à la liberté de la personne (article 5 (1)), à la liberté d'expression (article 10 (1) (a)) et à la liberté de religion (article 11). Nous vous demandons d'agir dans le respect de la Constitution et de garantir à Raja Petra Kamarudin le respect des libertés dont il jouit en tant que citoyen malaisien. En ce sens l'abandon des charges retenues contre Raja Petra Kamarudin est urgent.

Nous vous félicitons de votre détermination à poursuivre dans la voie d'une libéralisation de la liberté de parole et de débat en Malaisie en cessant les pressions menées à l'encontre des acteurs de la société civile, qu'il s'agisse de journalistes, de blogueurs ou d'activistes sur Internet. Ces auteurs sont aujourd'hui une source d'informations non négligeable pour les citoyens malaisiens. Cet espace de débat doit continuer de s'épanouir ainsi que le prévoit l'article 10 de la Constitution, qui garantit la liberté d'expression.

L'abolition de l'ISA est une étape nécessaire pour la démocratisation de la Malaisie. Ce pays possède des ressources humaines et naturelles exceptionnelles et le développement économique actuel constitue un succès incontestable. Pourtant, les récurrentes atteintes aux droits de l'homme et les entorses à la liberté d'expression nuisent profondément à l'image de la Malaisie sur le plan international. Nous sommes conscients de la complexité de gestion d'une société multiculturelle mais l'ISA n'est certainement pas une garantie de stabilité et encore moins de préservation de l'harmonie sociale.

L'abolition de l'ISA, de la loi sur la presse et des publications (Printing presses and publications Act 1984) ainsi que de la loi relative à la sédition (Sedition Act) constituent une décision politique forte qui ferait de vous, Monsieur le Premier Ministre, le pionnier d'une réelle démocratisation de la Malaisie.

En espérant que vous tiendrez compte de notre requête, je vous prie d'agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de ma haute considération,



Jean-François Julliard,  
Secrétaire général  
Reporters sans frontières